



## Chaire en fiscalité et en finances publiques

# Bulletin de veille

25 septembre 2018



## QUÉBEC/CANADA

### CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

CCPA, « [Le Budget fédéral alternatif 2019 : Pas de temps à perdre](#) », 19 septembre 2018, 101 p.

Instaurer un impôt sur la fortune contribuerait à réduire les inégalités de richesse au Canada.

Alors que le pays fait face à des difficultés importantes et imprévisibles à l'approche d'une nouvelle année d'élection fédérale, le Budget fédéral alternatif (BFA) de 2019 montre que le Canada peut favoriser la compétitivité et encourager l'innovation en investissant dans les personnes, plutôt qu'en accordant d'autres réductions d'impôts aux sociétés.

Les mesures progressistes et rentables du BFA de 2019 réduiront l'écart entre les riches et le reste d'entre nous, sortiront près d'un million de personnes de la pauvreté, augmenteront les revenus en éliminant les échappatoires fiscales injustes et coûteuses et créeront plus de 500 000 emplois, dont la plupart seront dans des domaines d'avenir à faibles émissions de carbone. La solution de rechange offerte – que le Canada imite l'administra-

tion Trump par la réduction d'impôts et la déréglementation – est si coûteuse qu'on ne saurait l'envisager.

Dans le cadre du plan du BFA, les 95 % des familles canadiennes qui gagnent moins de 254 000 \$ par année se porteront mieux en moyenne grâce aux modifications apportées à l'impôt et aux transferts ainsi qu'à de nouveaux programmes sociaux, dont un régime national d'assurance-médicaments attendu depuis longtemps, un programme universel de garde d'enfants et la gratuité scolaire. Nous pouvons réaliser tout cela en maintenant des déficits historiquement bas.

### CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

A. Genest-Grégoire, L. Godbout et al., « [Synthèse des cadres financiers des partis politiques – Élections 2018](#) », 19 septembre 2018, 8 p.

Recension des principaux engagements des partis politiques qui modifient le cadre financier du gouvernement du Québec.

Partant du cadre financier du gouvernement du Québec tel que présenté dans le rapport préélectoral rendu public le 20 août 2018 par le ministère

des Finances du Québec et dont la vérificatrice générale du Québec a signalé la plausibilité des hypothèses, cinq partis politiques, en date du 19 septembre 2018, ont présenté un cadre financier intégrant leurs engagements.

L'objectif de la présente synthèse est de recenser dans un même document les principaux engagements des partis politiques qui modifient le cadre financier du gouvernement du Québec.

## CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO)

N. Mishagina et C. Montmarquette, « L'appui aux politiques économiques, les croyances et la volonté de payer: Le cas de la politique du salaire minimum au Québec », Septembre 2018, 117 p.

Après le traitement de l'information fournie aux répondants dans le cadre de la recherche, les opinions en faveur d'une hausse du salaire minimum ont diminué dans les sept groupes étudiés passant de 67 % d'appui à 44 %.

Avec l'émergence d'Internet et des médias sociaux, tous les gouvernements démocratiques sont confrontés à un défi important quand il s'agit d'informer leurs électeurs de la pertinence de leurs politiques. La communication étant déjà une tâche difficile, elle présente un énorme défi pour les gouvernements dans un contexte de manipulation de l'information et du phénomène de fausses nouvelles (fake news). Pour communiquer efficacement dans un tel contexte, il faut avoir une bonne compréhension des enjeux et pouvoir répondre à deux questions clés : qu'est-ce qui détermine l'appui aux politiques économiques? Et comment le public réagit à l'information?

## FINANCES QUÉBEC

PricewaterhouseCoopers, « Évolution du modèle d'affaires de la SAQ », 12 septembre 2018, 98 p.

Les bénéfices découlant de la prise en charge par le privé suivant la vente des

activités de commerce de détail et l'impartition de la distribution ne garantiront pas une diminution de prix sur les produits pour les consommateurs, alors qu'il est quasi certain que des impacts économiques négatifs se réaliseront.

Le 5 juillet 2018, le ministère des Finances du Québec retient la firme PwC pour appuyer la réflexion du gouvernement quant aux moyens d'améliorer le modèle d'affaires de la SAQ et aux évolutions possibles de celui-ci. Le premier volet de l'étude commandée porte sur un étalonnage de la performance de la SAQ, alors que le deuxième volet porte sur l'élaboration et l'analyse de scénarios d'évolution du modèle d'affaires de la société d'État.

## INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IÉDM)

M. Bédard et K. Brookes, « Entrepreneuriat et fiscalité - Comment l'impôt affecte l'activité entrepreneuriale », 13 septembre 2018, 64 p.

Il est possible d'être bien plus efficace pour encourager l'entrepreneuriat, simplement en intervenant moins.

Plusieurs tentent de soustraire l'entrepreneuriat aux questions fiscales, prétendant que l'entrepreneuriat serait essentiellement une passion, et que les entrepreneurs se lancent en affaires par amour. Or, l'un des éléments fondamentaux de l'analyse économique est que les changements de coûts sont un facteur déterminant pour expliquer les comportements humains. Il n'est cependant pas évident de savoir quelles politiques publiques stimulent réellement l'entrepreneuriat et réduisent le coût de se lancer en affaires. Ce cahier se veut une discussion franche et ouverte sur les mesures fiscales affectant l'entrepreneuriat.

## INSTITUT FRASER

M. Palacios, C. Lammam et al., « [Impact of Provincial Tax Changes on British Columbian Families](#) » 19 septembre 2018, 11 p.

L'augmentation des taxes en Colombie-Britannique va de 199\$ pour une famille du groupe de revenus de 20 000\$ à 50 000\$ jusqu'à 1 754 \$ pour une famille du groupe de revenus de 150 000\$ à 250 000 \$.

Impact of Provincial Tax Changes on British Columbian Families finds that the average family in British Columbia—with a 2018 household income of \$114,809—will pay \$969 more a year in taxes due to the B.C. government's recent tax changes. Crucially, that figure does not include several residential property tax increases, such as the increased property transfer taxes, the foreign buyers tax, the speculation tax and the school tax.

## INSTITUT FRASER

B. Eisen (dir.), « [Creating Policy Calling Cards to Attract Business to Ontario](#) », 20 septembre 2018, 72 p.

Le gouvernement ontarien devrait se concentrer à identifier les domaines où la province souffre d'un désavantage concurrentiel par rapport aux provinces canadiennes et États américains et mettre en œuvre des réformes politiques pour inverser la situation.

This series of short essays examines five different areas of provincial policy and discusses how changes in these areas can help create a more attractive environment for business investment and accomplish the Ford government's stated goal of making Ontario's economy more competitive regionally and globally.

In the first essay, Livio Di Matteo and Ben Eisen look at the fiscal situation in Ontario and present both short- and long-term strategies for repairing provincial finances. Specifically, they show the importance of the Ford government acting quickly

to eliminate the budget deficit and begin meaningfully shrinking Ontario's debt-to-GDP ratio within its first few years in office rather than taking the same "slow and steady" approach to deficit reduction that led to the big run-up in provincial debt over the past decade.

In the second essay, Charles Lammam, Hugh MacIntyre, and Milagros Palacios discuss corporate taxation in Ontario. They demonstrate that while the province once held a competitive advantage in this area as it had significantly lower corporate taxes than most of its US peers, that advantage has recently evaporated due to federal tax reform south of the border. The authors show that reducing Ontario's corporate income tax rate from 11.5 to 8 percent would represent a strong competitive response to tax policy changes in the US. The tax cut would be fiscally responsible if it were offset by reductions in corporate subsidies, which are currently delivered through over 100 programs and total approximately \$5 billion annually.

In the third essay, Ben Eisen, Steve Lafleur, and Joel Emes examine the most uncompetitive dimension of Ontario's tax system—the taxation of personal income. They show that Ontario now has the second highest personal income tax rate in Canada or the United States. They discuss options for policy reform, including the introduction of a single-rate income tax set at 8 percent, with rebate payments used to ensure that no lower- or middle-income individuals experience a tax increase. In concert with the corporate income tax reform proposed in the second essay, this change would leave Ontario with one of the most attractive and pro-growth tax regimes in either Canada or the United States.

In the fourth essay, Elimira Aliakbari, Ashley Stedman, and Ross McKittrick look at the harmful role high electricity prices have had on Ontario's manufacturing sector and economic performance, and present ideas for policy reform. Among other options, they explain that the Ford government can lower electricity prices by using legislation to cancel or prompt the re-negotiation of existing contracts that require the province to purchase renewable electricity rates at above market prices.

In the fifth and final essay, Charles Lammam and Hugh MacIntyre assess the extent to which changes to existing labour laws and regulations could help drive growth and make Ontario's economy more attractive for investment. Specifically, they explain that Ontario is increasingly isolated in the region in that it does not have "right to

work” rules that forbid union membership as a condition for employment. Further, they examine recent changes to the minimum wage in Ontario and show how these have brought the wage floor in Ontario out of step with competing jurisdictions nearby. They review the evidence showing that a minimum wage set at such a large fraction of the prevailing median wage is likely to reduce youth employment and encourage existing firms in certain industries to exit the market.

---

---

## THE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (UNIVERSITÉ DE CALGARY)

T. Morton, « [Why Alberta Needs a Fiscal Constitution](#) », SPP Research Paper, Volume 11 :25, Septembre 2018, 25 p.

La mise en place d’un cadre légal visant notamment à restreindre les déficits n’est pas suffisante pour assurer un héritage fiscal positif.

Alberta will enter the third decade of the 21st century with an accumulated public debt of over \$70 billion and the highest per capita deficit of any Canadian province. This is a far cry from 2005, when then-premier Ralph Klein announced that Alberta was “debt free”; made the first deposit of energy revenues in the Heritage Fund in 20 years; and enacted a balanced budget law (BBL) that was intended to prevent future governments from ever running deficits again. This statutory BBL lasted only as long as oil prices remained above \$100/barrel. It was amended in 2009 to allow “temporary deficits”. Since then, four premiers from two parties chose to run large budget deficits to fund large spending increases to win their next elections.

Alberta’s experience proves that statutory rules are not sufficient to protect a positive fiscal legacy. Alberta’s balanced budget law, flat tax rates and protections of the Heritage Fund were all removed by simple majority votes in the Alberta legislature. Any meaningful re-instatement of these policies will require that they be put beyond the reach of future governments of whatever party – that is, that they be constitutionally entrenched.

---

---



## ÉTATS-UNIS

### CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

C. Marr et B. Duke, « [New House Republican Tax Proposal Fails Fiscal Responsibility Test, While Favoring the Wealthiest](#) », 13 septembre 2018, 9 p.

Le Congrès américain devrait tenter de restructurer la loi fiscale de 2017 plutôt que de mettre en place une nouvelle législation qui en aggraverait les problèmes.

The House is expected to vote later this month on its “2.0” tax plan, a tax-cut bill that would double down on the 2017 tax law’s flaws by once again delivering substantially more to high-income households than to those with low and moderate incomes, adding considerably to the nation’s long-term fiscal challenges, and creating opportunities for tax avoidance by wealthy filers. The centerpiece of this tax-cut package is the permanent extension of the 2017 tax law’s individual provisions that are slated to expire after 2025. House leaders have introduced other bills that include other provisions, though they are dwarfed by the outsized effects of continuing the 2017 tax law’s individual provisions.

---

---

### INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

A. Davis et M. Hill, « [State Tax Codes as Poverty Fighting Tools: 2018 Update on Four Key Policies in All 50 States](#) », 17 septembre 2018, 40 p.

Les crédits d’impôt pour personnes à faible revenu sont essentiels pour atténuer la pauvreté dans les États américains.

This report presents a comprehensive overview of anti-poverty tax policies, surveys tax policy decisions made in the states in 2018, and offers recommendations that every state should consider to help families rise out of poverty. States can jumpstart their anti-poverty efforts by enacting



one or more of four proven and effective tax strategies to reduce the share of taxes paid by low- and moderate-income families: state Earned Income Tax Credits, property tax circuit breakers, targeted low-income credits, and child-related tax credits.

## TAX POLICY CENTER

J. Rohaly, J. Rosenberg et al., « [Analysis of the Protecting Family and Small Business Tax Cuts Act of 2018](#) », 12 septembre 2018, 4 p.

Parmi le 1 % des contribuables aux revenus les plus élevés, 77 % bénéficieraient d'une baisse d'impôt alors que 22 % subiraient une hausse suivant le *Protecting Family and Small Business Tax Cuts Act of 2018*.

The Protecting Family and Small Business Tax Cuts Act of 2018 extends major individual income and estate tax provisions from 2017's Tax Cuts and Jobs Act that are currently scheduled to expire at the end of 2025. The bill would reduce federal revenues by \$631 billion within the budget window (fiscal years 2019–28) and by almost \$3.2 trillion over the subsequent decade (fiscal years 2029–38). In 2026, taxes would decline on average across all income groups, but higher income households would generally receive larger average tax cuts as a percentage of after-tax income. About two-thirds of taxpayers would receive a tax cut and about 9 percent would face a tax increase.



## INTERNATIONAL

### FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

I. Parry, D. Heine et al., « [Carbon Taxation for International Maritime Fuels: Assessing the Options](#) », IMF Working Paper, 11 septembre, 39 p.

L'introduction d'une taxe carbone appliquée sur les combustibles utilisés par les navires inciterait l'industrie à

construire des navires plus efficaces, tout en offrant une grande prévisibilité pour l'industrie, une facilité d'administration pour les autorités et une application simple.

The International Maritime Organization (IMO) announced in April 2018 a target of cutting greenhouse gas (GHG) emissions from the sector by 50 percent below 2008 levels by 2050 and subsequent meetings of the IMO will develop a strategy for making headway on this commitment. This paper seeks to inform dialogue about the possibility of a carbon tax as a key element of GHG mitigation policy for international maritime transport. The paper discusses the case for the tax over alternative mitigation instruments, options for the practical design issues, and then presents estimates of the impacts of carbon taxation and other instruments from an analytical model of the maritime sector.

### ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Effective Carbon Rates 2018: Pricing Carbon Emissions Through Taxes and Emissions Trading](#) », 18 septembre 2018, 94 p.

Afin de combler l'écart de prix du carbone, il est essentiel de fixer le prix des émissions actuellement non facturées, soit par l'échange de droits d'émission ou par réforme fiscale.

Decarbonisation keeps climate change in check and contributes to cleaner air and water. Countries can price CO<sub>2</sub>-emissions to decarbonise their economies and steer them along a carbon-neutral growth path. Are countries using this tool to its full potential? This report measures carbon pricing of CO<sub>2</sub>-emissions from energy use in 42 OECD and G20 countries, covering 80% of world emissions. The analysis takes a comprehensive view of carbon prices, including specific taxes on energy use, carbon taxes and tradable emission permit prices. The 'carbon pricing gap' measures how much the 42 countries, together as well as individually, fall short of pricing emissions in line with levels needed for decarbonisation. On aggregate,

gate, the 'carbon pricing gap' indicates how advanced the 42 countries are with the implementation of market-based tools to decarbonise their economies. At the country level, the gap can be seen as an indicator of long-run competitiveness.

---

## TAX NOTES INTERNATIONAL

M. Herzfeld, « [Can the BEAT Fix Transfer Pricing?](#) », 17 septembre 2018, 6 p. [L'accès à cette publication nécessite un abonnement]

La *Tax Cuts and Jobs Act* crée un impôt anti-abus contre l'érosion de l'assiette fiscale («BEAT») en empêchant que les paiements effectués en faveur de sociétés étrangères liées réduisent de plus de 50% le revenu imposable des contribuables américains.

The base erosion and antiabuse tax may reflect concern within Congress that the arm's-length standard is slipping as an effective transfer pricing method. However, the new law is flawed in its drafting, making its application to taxpayers overbroad and inconsistent across industries.

Treasury's ability to fix these problems through regulatory guidance is hindered by a lack of legislative history. Other countries looking to the United States for leadership in this area should beware.

---

### Équipe de rédaction

*Recherche et sélection des articles :*  
CFFP

*Coordination, édition et révision :*  
Tommy Gagné-Dubé

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement  
au Bulletin de veille et aux  
publications de la Chaire :**  
[cffp.adm@USherbrooke.ca](mailto:cffp.adm@USherbrooke.ca)